Economie / Société

26 juin 2016

PIB (CNUCED 2014) : 12 677 millions de dollars (PIB en Israël en 2014 : 305 674 millions de dollars) – prévisions 2016 (PCBS) : 8 019 millions de dollars
PIB/habitant (2013) : 2 866 dollars

Taux de croissance : 3,5% pour 2015.

Part des secteurs d'activités dans le PIB (prévisions 2016) :
Services : 61,7%
Industrie : 12,3%
Construction : 7,2%
Agriculture : 3,5%

9,5% du PIB palestinien provient des transferts d'argent de la diaspora.

Autorité palestinienne

En 2015, la dette de l'Autorité palestinienne (AP) est en forte augmentation, atteignant 5 milliards de dollars (soit 39% du PIB). La dette extérieure a néanmoins diminué, s'élevant à 8,6% du PIB, dont 40% sont considérés comme un don.

Le budget 2016 de l'Autorité palestinienne s'élevait à 4,25 milliards de dollars, comprenant un déficit de 1,38 milliard de dollars.
La plus grande part du budget 2014 a été allouée à la sécurité : 28%.
L'économie de Gaza souffre toujours de l'offensive israélienne de l'été 2014. Il n'est pas envisagé que l'économie gazaouie retrouve sa situation d'avant l'offensive avant 2018.
70% du revenu de l'AP provient des recettes douanières, qui sont perçues par Israël et ensuite reversées à l'AP. Mais à chaque « vexation », Israël gèle le transfert des taxes à l'AP, la privant d'un revenu mensuel d'environ 164 millions de dollars, et empêchant le paiement de la totalité des salaires des 180 000 fonctionnaires de l'AP.
Le dernier gel du transfert des taxes palestiniennes a duré de janvier à avril 2015.

Depuis la Conférence des bailleurs pour la reconstruction de Gaza (octobre 2014), seulement 40% de l'aide promise ont été débloqués.

Coût de l’occupation

La CNUCED (Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement) estime que le PIB palestinien serait 2 fois plus élevé sans l’occupation israélienne.

L’attaque israélienne de l’été 2014 sur Gaza aurait causé la perte de 2,56 milliards de dollars. Elle a notamment gravement touché le secteur agricole (30% des terres endommagées) ainsi que le secteur privé (128 entreprises et ateliers détruits).
Pour aller plus loin : consultez les chiffres-clés sur Gaza.

Le Mur causerait une perte de 200 millions de dollars par an au commerce et à l’emploi palestiniens.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur palestinien est entravé par les restrictions sur les exportations et le blocus en vigueur dans la bande de Gaza.
Le Bureau central palestinien des statistiques prévoit pour 2016 une balance commerciale de -2 982 millions $ (1 701 millions $ d’exportations et 4684 $ d’importations), ce qui représenterait une légère hausse des exportations et une légère baisse des importations par rapport à 2015.

L’économie palestinienne reste très dépendante de l’économie israélienne : selon les chiffres officiels de 2014, 84% des exportations et 70% des importations palestiniennes s’opéraient avec Israël. L’AP et Israël forment une quasi-union douanière instituée par le Protocole de Paris en 1994.

Le commerce entre l’Union européenne (UE) et la Palestine est très faible – 195 millions d’euros en 2014 – alors que l’UE est le premier partenaire commercial d’Israël avec des échanges équivalant à près de 30 milliards d’euros. L’UE importe environ 230 millions d’euros de produits des colonies par an.
Consultez les chiffres-clés sur les colonies.

Emploi

Le secteur public est le principal employeur, concentrant 22,7% des employés.

10% des Palestiniens travaillent en Israël, participant au PIB à hauteur de 10%.
Au premier trimestre 2016, 114 000 Palestiniens de Cisjordanie travaillent en Israël et dans les colonies, chiffre en augmentation par rapport à 2015. Parmi eux, 62 900 possèdent un permis de travail, 38 400 travaillent sans permis et 12 700 ont une carte d’identité israélienne ou un passeport étranger.
64,8% des Palestiniens employés en Israël et dans les colonies travaillent dans le secteur de la construction.

Les femmes ont une faible participation à l'emploi ; inférieure à 19,4%.

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage en Palestine est de 26,6% ; 18% en Cisjordanie et 41,2% dans la bande de Gaza.

Pauvreté

Le taux de pauvreté est de 18% en Cisjordanie et de 40% à Gaza, où 72% de la population reçoit une assistance humanitaire.
Le taux de pauvreté des résidents palestiniens de Jérusalem-Est est néanmoins plus important que celui de la bande de Gaza ; il est de 75,4% pour 2014 (et 83,9% pour les enfants).

L'insécurité alimentaire touche les 2/3 des habitants de Gaza et 1/4 des Palestiniens de Cisjordanie.

Sources :
ACRI (The Association for Civil Rights in Israel)
AIDA (Association of International Development Agencies)
Al Jazeera
Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Banque Mondiale
Commission européenne
CNUCED (Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement)
Direction générale du Trésor
European Council on Foreign Relations
Middle East Monitor
Ministère français des Affaires étrangères
Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)
Service européen pour l'action extérieure (SEAE)
UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees)

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Palestine - les chiffres-clés >
- Adresse de cet article : http://www.plateforme-palestine.org/Economie-Societe